

APPEL À CONTRIBUTIONS
« *Haïti : séisme dans le genre* »

Revue internationale des études du développement n°239 (2019–3)

Coordination du numéro

- **Denyse Côté**, professeure titulaire à l'université du Québec en Outaouais, directrice scientifique de l'ORÉGAND (Gatineau)
- **Emily Wiseman**, diplômée de l'École des hautes études internationales et du développement (Genève)
- **Danièle Magloire**, sociologue et militante féministe, auteure et professeure à l'université Quisqueya (port-au-Prince)

Contextualisation

Trop souvent, l'imaginaire circulant sur Haïti dans les sociétés du Nord se fige autour de cette image de dévastation économique, géographique et humaine des médias à large consommation. Ceci n'est pas, bien sûr, tout-à-fait faux. Mais cette pauvreté, ces infrastructures sous-développées, ce séisme d'une ampleur inégalée, ces ouragans dévastateurs ne peuvent résumer à eux seuls la réalité haïtienne. Ils servent en revanche de socle à un discours occidental dont les résonances sont importantes en matière d'intervention étrangère en sol haïtien.

À la suite du séisme de 2010, les médias occidentaux ont en effet théâtralisé la souffrance extrême, justifiant ainsi la lourde présence des contingents humanitaires (Corbet, 2010) et les fonds astronomiques dédiés à cette aide (Ramachandran, 2012). Ils ont, par la même occasion, renforcé l'ethnotype selon lequel la seule nation noire du continent serait en état de violence et de conflit permanent, et que la reconstruction serait une occasion idéale de réforme en profondeur. Ils ont aussi ancré un stéréotype sexiste sur les femmes haïtiennes : elles seraient des victimes impuissantes nécessitant aide et protection du Nord (Corbet, 2011). Le contraire est plutôt vrai : c'est la solidarité entre Haïtiens qui a été à l'ordre du jour, après le séisme, la majorité des victimes ayant été secourues par leurs voisins (Peck, 2013). Et, malgré toutes les ressources consenties, l'aide humanitaire n'aura pas réussi à mettre fin au sous-développement chronique du pays. Elle l'aura même aggravé, dans plusieurs domaines (Côté, 2014).

Les perceptions tronquées à propos d'Haïti, réduisant ce pays et cette nation à un stéréotype, ignorent les nombreuses analyses fines produites par des chercheur·es haïtien·nes, des organisations internationales (OI) et des organisations non gouvernementales internationales (ONGI). À cet égard, les écrits sur l'épistémologie de l'injustice (Fricker, 2007) et sur l'épistémologie de l'ignorance (Alcoff, 2017; Mills, 2007) éclairent ces mécanismes de mise au rancart du discours haïtien par les Occidentaux, ces processus de structuration d'une vision occidentale et d'oblitération des savoirs haïtiens, ainsi que les processus d'accès privilégié aux positions d'autorité épistémique, politique et économique (Alcoff, 2017) de la *communauté internationale* intervenant en Haïti.

Ce numéro thématique vise à mettre en lumière les connaissances scientifiques faisant contrepoids à ce discours stéréotypé en matière de droits des femmes haïtiennes et antillaises. Profondément marquées pendant des siècles par les intérêts géostratégiques de diverses puissances mondiales, les femmes haïtiennes font en effet encore aujourd'hui l'objet de récits d'un androcentrisme avéré. De tous temps actives, elles ont par exemple souvent été reléguées au silence ou au stéréotype du *potomitan*¹. Or, une génération émergente de chercheur·es reconceptualise ces rapports (Lamour, 2017), questionnant ces présupposés ancrés dans des hiérarchies sociales tant nationales qu'internationales, et explore l'accession différenciée des femmes haïtiennes aux ressources matérielles ou non. Les analyse des inégalités et des stratégies pour y mettre fin sont très variées. Certains travaux interrogent les faits sociaux, culturels, économiques et politiques, les pratiques d'intervention et les politiques publiques, d'autres, la diversité des expériences ou l'intrication multifactorielle des rapports sociaux de sexes. Les rapports de domination de race, de classe et de sexes qui ont survécu à la violence fondatrice de l'esclavage se reflètent ainsi dans des identités créoles spécifiques, des étiquetages, des mécanismes juridiques et politiques précis qui influencent à leur tour la nature des rapports, les négociations identitaires et les catégories raciales et sexuelles.

¹ L'expression *potomitan* désigne le soutien familial, généralement la mère qui est au centre du foyer et autour de laquelle tout s'organise et s'appuie.

Ce Dossier sera l'occasion de débattre des différentes réalités des femmes haïtiennes à travers ces nouvelles postures épistémiques et politiques, remettant en question le regard occidental sur Haïti. Il contribuera ainsi au développement d'une pensée et de travaux de recherche largement basés sur les pratiques, expériences, idées et théories produites dans l'espace caraïbe et sensibles aux logiques de colonialité. Il s'agira de mettre en lumière une littérature émergente en Haïti et, de façon plus générale, dans les Antilles francophones. Il s'agira également d'inscrire les changements récents dans une historicité structurelle; la donne, après 2010, s'expliquant aussi par des mutations structurelles déjà en cours.

1. Le séisme de 2010, les ouragans Matthew, Irma, Maria et leurs séquelles

Au cours des dernières années, les désastres naturels ont lourdement affecté les Antilles. Les femmes ont été particulièrement touchées par ceux-ci : de nombreuses infrastructures, de nombreux domiciles ont été détruits. Les déplacements internes et les pénuries ont été importants. Or les retombées de ces phénomènes sur les femmes n'ont fait l'objet que de très peu d'études. Et malgré certains appels en ce sens, les reconstructions physiques, économiques et politiques se sont réalisées sans référer aux besoins, au bien-être ou aux droits des femmes. Or, depuis le tsunami de 2004 (dans l'Océan Indien), il était de connaissance commune au sein des gouvernements, des OI et ONGI que le taux de mortalité des femmes s'avérait plus élevé que celui des hommes lors de désastres naturels, que l'écart se creusait selon l'ampleur du désastre (Neumayer et Plumper, 2007) et que les discriminations sociales et économiques liées au sexe avaient alors tendance à se multiplier (ONU, 2009; Enarson, 1998).

En outre, l'*empowerment* des femmes a été placé depuis plus d'une décennie au cœur des interventions des OI, des ONGI, des institutions internationales et des gouvernements nationaux. À titre d'exemple, les forces multinationales et les contingents humanitaires arrivés après le séisme de 2010 avaient déjà intégré une approche genre². C'est cependant la logique occidentale de l'*empowerment* et de l'approche-genre qui a été appliquée, souvent inadaptée à la réalité du terrain et visant à reconstruire en mieux, à identifier les populations à risque et vulnérable, à prioriser la distribution de l'aide à certains bénéficiaires, logique qui s'est substituée aux priorités nationales en matière d'égalité et de droit des femmes.

² L'*approche genre* a pour objectif de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes en prenant en compte au sein des politiques publiques des différences et de la hiérarchisation socialement construite.

Ce numéro vise à publier des textes sur les séquelles actuelles de ce constat (Dandoy, 2017) et sur les expériences des femmes haïtiennes et antillaises traversant un désastre (en matières d'activités génératrices de revenus, de relocalisation, de grossesses non désirées, de santé maternelle et infantile, de distribution de l'aide alimentaire, de violences domestiques et sexuelles, bref, dans tous les aspects de leurs vies). Des propositions d'articles sur la construction des discriminations, sur la structuration des luttes contre celles-ci, sur le positionnement paradoxal des femmes dans les processus de reconstruction ainsi que sur les imaginaires hégémoniques de féminités et de masculinités légitimant les politiques continentales, étrangères et internationales appliquées sur les territoires caribéens (Tiessen et Baranyi, 2017) sont également bienvenus.

2. Mouvement des femmes, mouvement féministe et droits des femmes

À titre d'exemple, dans le domaine des violences faites aux femmes, les protocoles d'intervention élaborés par le mouvement féministe haïtien et ayant fait leurs preuves ont toutefois été mis de côté par les intervenants humanitaires, au profit de protocoles développés dans leurs pays d'origine. Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres de problèmes de nature iatrogénétique créés par les forces d'intervention, les OI et ONGI (McCall, 2010; Illich, 1968), dont l'augmentation du coût de la vie, la gestion difficile d'étrangers nombreux de plusieurs dizaines d'origines différentes et peu familiers avec les réalités locales, l'abus de mineures ou les transactions sexuelles impunies, l'épidémie de choléra, etc. Les organisations de femmes et les organisations féministes haïtiennes ont dû composer avec ces nouveaux obstacles, ce qui a pesé lourdement sur les dynamiques sociales, politiques et économiques haïtiennes : l'intervention désordonnée d'un si grand nombre d'étrangers dans le champ de l'égalité a en effet remodelé l'échiquier politique des droits des femmes. Et les femmes haïtiennes ont trop souvent été décrites par la presse occidentale comme les victimes de mâles haïtiens débridés (Côté, 2014; Corbet, 2010). Outre son caractère fallacieux, cette image a permis d'occulter le travail de sensibilisation, de prévention et de soutien, consenti par les groupes de femmes et par le mouvement féministe haïtien et d'en arrêter l'essor (Fortin, 2015). Les contingents humanitaires se seront ainsi placés dans un rôle de « sauveteur blanc » de femmes haïtiennes sans défense (Bex et Craps, 2016), perception néocoloniale par excellence.

Les mouvements sociaux et le mouvement féministe haïtiens sont encore en reconstruction après cet afflux humanitaire. Nous sollicitons des textes sur la transformation du régime de genre haïtien suite à ces épisodes, sur les impacts de ces changements sur le travail

d'intervention des acteurs publics et de la société civile haïtienne auprès des femmes. Huit ans après le séisme, deux ans après Matthew quel aura été l'impact de l'inclusion, de l'exclusion et de l'instrumentalisation des organisations de femmes haïtiennes par les forces étrangères dans les processus de reconstruction (Magloire et Joachim, 2011)? Les organisations de femmes, les organisations féministes doivent toujours lutter pour la reconnaissance de leurs discours, de leurs savoirs et de leurs interventions. Les luttes et la pensée des femmes haïtiennes sur leurs droits et leur citoyenneté sont-elles encore réduites à des besoins devant être comblés par une action étrangère ? Les organisations haïtiennes de femmes, pourtant reconnues au plan national, souffrent toujours d'une absence de moyens et d'une faible reconnaissance auprès des acteurs internationaux. Les politiques publiques et la coopération internationale ont-elles adapté leurs interventions en regard de ce constat ?

3. Perspectives sur la situation des femmes et de leurs droits en Haïti et dans les Antilles

Malgré ces nombreuses vulnérabilités structurelles économiques, sanitaires et sociales, plusieurs avancées ont tout de même été réalisées ces dernières années en matière de droits des femmes.

Le séisme a été un moment de cristallisation des processus de changements structurels et le numéro ne s'interdit pas de mettre en lumière des dynamiques préexistantes ou subséquentes ; au contraire, ce numéro spécial fait appel à des articles expliquant les dynamiques en cours.

Rappelons à cet effet l'adoption en Haïti de la Loi sur la paternité, maternité et filiation (2014), l'enchâssement du principe constitutionnel d'un quota de 30 % de femmes dans la vie publique (2013) et l'adoption d'une politique d'égalité femmes-hommes (2015). Ce numéro thématique accueillera des analyses et des compte-rendus de recherches à propos de ces avancées et sur tout aspect pertinent relatif à la situation des femmes. Il accueillera des analyses sur la situation générale ou spécifique des femmes haïtiennes et antillaises ancrées dans des disciplines scientifiques diverses : matrifocalité, rôle des familles en matière de sécurité alimentaire et sociale, accès aux soins de santé, à des activités génératrices de revenus, domesticité, industries de sous-traitance, espérance de vie, autant de thèmes qui pourront faire l'objet de propositions d'articles.

Cadrage / Participation au Dossier du n°239 (2019–3) de la revue

Ce Dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire, selon divers angles. Les auteur·e·s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé·e·s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la démographique, l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, ...

Les auteur·e·s sont invité·e·s à explorer la notion à partir d'une lecture des trajectoires internationales, nationales et locales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Les articles (de 40.000 signes excluant le résumé et la bibliographie), en français, anglais ou espagnol, pourront aborder directement certaines des questions ou des axes mentionnés, ou bien les aborder à travers des études de cas spécifiques. Les articles proposés devront être des documents originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les consignes aux auteurs sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces compris, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)

Chaque proposition doit également inclure les noms et prénoms des auteur·e·s, leur statut et leur rattachement institutionnel, ainsi que l'adresse courriel de l'auteur·e correspondant·e.

Calendrier de production

Les propositions d'articles sont à soumettre avant le 25 juillet 2018 à :

- la rédaction : revdev@univ-paris1.fr
- l'une des co-responsables de ce numéro spécial :
 - Denyse Côté, denyse.cote@uqo.ca

– Les auteur·e·s présélectionné·e·s par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue le **27/07/2018**

– Les premières versions des articles, conformes aux consignes aux auteur·e·s de la revue, seront envoyées par les auteur·e·s aux trois courriels précités avant le **05/10/2018**

– Le processus d'évaluation durera quelques mois – chaque article – anonyme – sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°239 2019–3 est prévue pour **fin juillet 2019**

Références citées

Alcoff L., 2017, « Eurocentrism as an Epistemology of Ignorance », dans Kidd I. J., Medina J., Pohlhaus G., *The Routledge Handbook of Epistemic Injustice*, New York, Routledge, p. 397–32.

Bex S., S. Craps, 2016, « Humanitarianism, Testimony and the White Savior Industrial Complex », *Cultural Critique* 92, p. 33–56.

Corbet A., 2011, « La 'bonne' victime : une question d'images, d'emblèmes, et un sens politique implicite », *Grotius international : Géopolitiques de l'humanitaire*, <https://grotius.fr/la-bonne-victime-une-question-d%e2%80%99images-d%e2%80%99emblèmes-et-un-sens-politique-implicite/>

Corbet A., 2010, « 'L'impitoyable fatalité' de la 'tragédie haïtienne' ou la représentation collective du séisme selon les média », *Humanitaire : enjeux, pratiques débats*, no 27, p. 46–55.

Côté D., 2014 « Un espace politique menacé : le mouvement féministe haïtien et les effets pervers de l'aide humanitaire » dans Thede, Nancy et Mélanie Dufour-Poirier, *La politique autrement : vers un renouvellement des cadres de mobilisation en Amérique latine*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 149–166.

- Dandoy A., 2017, *Des humanitaires et de leurs femmes de ménage : l'éthique du care contre l'exceptionnalisme humanitaire*, Port-au-Prince, LADIREP.
- Enarson E., 1998, "Through Women's Eyes: A gendered Research Agenda for Disaster Social Science », *Disasters*, vol. 22, no. 2, p. 157-173.
- Fortin I., 2015, *Cartographie qualitative des organisations des droits de l'homme en Haïti*, Port-au-Prince, MINUSTAH et Haut Commissariat des Droits de l'Homme.
- Fricke M., 2007, *Epistemic Injustice. Power & the Ethics of Knowledge*, Oxford University Press.
- Illich I., 1975, *Medical Nemesi, The Expropriation of Health*, London, Trinity Press.
- Lamour S., 2017, *Entre imaginaire et espoir : une approche matérialiste du poto-mitan en Haïti*, thèse de doctorat, Université Paris 8.
- Magloire D., Joachim M.F., 2011, *Clarification de Kay Fanm et SOFA à propos du forum sur la violence de la Fondation Thomson/Reuters*. Article publié par Kay Fanm et SOFA.
- McFalls L., 2010, « Benevolent Dictatorship: The Formal Logic of Humanitarian Government » dans Didier Fassin et Mariela Pandolfi, *Contemporary States of Emergency*, New York, Zone, pp. 317-333.
- Mills C W., 2007, « White Ignorance », dans S. Sullivan et N. Tuana (co-eds), *Race and Epistemologies of Ignorance*, Albany, SUNY Press, pp.13-38.
- Neumayer E., Plümper T., 2007, « The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002 », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 97, no. 3, pp. 551-566.
- Organisation des Nations unies, 2009, *Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive; Policy and Practical Guidelines*, Genève, UNISDR, UNDP et IUCN.
- Peck R., 2013, *Assistance mortelle*, Paris, Velvet films.
- Ramachandran, V. et J. Walz (2012). *Haiti: Where Has All the Money Gone?*, Washington, D.C., Center for Global Development Policy Paper 004.
- Tiessen R., Baranyi S., 2017, *Obligations and Omissions : Canada's Ambitious Actions on Gender Equality*, Montréal, McGill-Queens.

Call for papers

“Haiti: An Earthquake for Gender”

Editors

Revue internationale des études du développement

N°239 2019-3

- Denyse Côté, tenured professor at Université du Québec en Outaouais and Scientific Director of ORÉGAND (Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes) (Canada)
- Emily Wiseman, Graduate Institute of International and Development Studies (Switzerland)
- Danièle Magloire, sociologist, feminist activist, author, and professor at Université Quisqueya (Haiti)

Contextualization

The mental representations associated with Haiti in Northern societies are too often influenced by images of economic, geographic, and human devastation spread by the mainstream media. Of course, such representations are not entirely wrong. Yet, the reality of life in Haiti does not boil down merely to poverty, underdeveloped infrastructures, an unequalled earthquake, and devastating hurricanes. These features are nonetheless grounds for a western discourse which resonates strongly in foreign intervention on Haitian soil.

After the 2010 earthquake western media theatricalized extreme suffering, justifying the heavy presence of humanitarian aid workers (Corbet, 2010) and the colossal funding devoted to aid (Ramachandran, 2012). In so doing, they reinforced an ethnotype according to which the continent's only black nation would be constantly subjected to violence and conflict, and the idea that reconstruction would provide a welcomed opportunity to implement in-depth reforms. A sexist stereotype about Haitian women has also become ingrained in people's minds outside Haiti : these women are supposedly powerless victims in need of the West's help and protection (Corbet, 2011). This is far from the truth : solidarity amongst Haitians was front and center after the earthquake, and most victims were helped by their own neighbors (Peck, 2013). And in spite of all the resources allocated, humanitarian aid has failed to put an end to the country's chronic underdevelopment. It has even made it worse on several counts (Côté, 2014).

These blinkered views of Haiti, which confine it to a stereotype, ignore the numerous keen analyses produced by Haitian researchers, international organizations (IOs), and international non-governmental organizations (INGOs). In this respect, works on the epistemology of injustice (Fricker, 2007) and on the epistemology of ignorance (Alcoff, 2017; Mills, 2007) shed light on the mechanisms through which Haitians' views have been sidelined, a Western vision structured, Haitian knowledge obliterated, and privileged access to positions of epistemic, political, and economic authority (Alcoff, 2017) granted to the international community intervening in Haiti.

This special issue aims at bringing to light scientific knowledge which counterbalances the stereotyping of Haitian and Caribbean women's rights. For centuries, Haitian women have been deeply marked by the geostrategic interests of various world powers, and they are still the object of narratives whose androcentrism is explicit. While they have always been part of the workforce, they have often been silenced, or relegated to the *potomitan*¹ stereotype. An emerging generation of researchers has been conceptualizing these relationships (Lamour, 2017), questioning presuppositions rooted in social hierarchies both national and

¹ The creole word *potomitan* refers to support for the family, generally generated by the mother, who, at the heart of the household organizes everything around her and on who every member of the family relies.

international, and exploring Haitian women's differentiated – or not – access to material resources. There are greatly varied analyses of inequalities, and also of the strategies to put an end to them. Some examine social, cultural, economic, and political facts, intervention practices, and public policies, while others focus on the range of experiences, or on the multifactorial entanglement of gender relations. Racial, class, and gender power relationships have survived the founding violence of slavery and are thus reflected in specific Creole identities, labels, and precise legal and political mechanisms which, in turn, influence relationships, identity negotiation, and race and gender categories.

This special issue will provide an opportunity to debate Haitian women's varied experiences through new epistemic and political postures, questioning western perceptions of Haiti. Thus, it will contribute to developing research largely based on practices, experiences, ideas, and theories produced in the Caribbean with an awareness for the logics of coloniality. The aim will be to bring to light an emerging literature in Haiti and, more broadly, in the French-speaking Caribbean. It will also place recent changes in the context of structural historicity, what took place since 2010 also being explained by structural mutations which began prior to the earthquake.

1. The 2010 Earthquake, Hurricanes Matthew, Irma, and Maria, and their Aftermath

In the past few years, the Caribbean have suffered greatly from natural disasters. Women have been hit hard : numerous infrastructures and homes have been destroyed. There have been significant internal displacements and shortages. Yet the impact of these phenomena on women has scarcely been studied. And in spite of calls by some to do so, physical, economic, and political reconstruction has taken place without taking into consideration women's needs, well-being, and rights. Even though since the 2004 tsunami (in the Indian Ocean), it has been well known within governments, IOs, and INGOs that the mortality rate of women is higher than that of men during natural disasters, that the gap widens with the severity of the disaster

(Neumayer and Plumper, 2007), and that gender-based social and economic discrimination then tends to increase (UN, 2009; Enarson, 1998).

What is more, for over a decade, women's empowerment has been put at the center of interventions by IOs, INGOs, international institutions, and national governments. And after the 2010 earthquake, the multinational and humanitarian forces implemented a gender approach². Western-based empowerment and gender approaches were implemented even though they were unsuitable to the specific situations of the population, aimed at reconstructing Haiti, identifying at risk and vulnerable populations, and prioritizing distribution of aid, this logic substituting itself to national priorities in terms of equality and women's rights.

We welcome articles on the aftermath of this acknowledgement (Dandoy, 2017), on the experience of Haitian and Caribbean women who have lived through a disaster (in terms of income-generating work, relocalization, unwanted pregnancies, maternal and child health, food aid distribution, and domestic and sexual violence, in other words, every aspect of their lives). We also welcome articles on discrimination and how it is overcome. How can the paradoxical positioning of women in the reconstruction process be described? Do hegemonic mental representations of femininity and masculinity still legitimate continental, foreign, and international policies implemented in Caribbean territories (Tiessen and Baranyi, 2017)?

2. The Women's Movement, the Feminist Movement and Women's Rights

With regards to violence against women, the response protocols developed by the Haitian feminist movement, which had proven effective, was set aside by humanitarian workers so as to favor protocols from their own countries. This is merely one example of iatrogenic problems generated by the intervention forces, the IOs, and the INGOs (McCall, 2010; Illich, 1968), such as are the increase in the cost of living, the difficult management of numerous foreigners from

² A gender approach aims at promoting gender equality in public policies by taking into account differences and socially constructed hierarchies.

dozens of different countries who are scarcely familiar with the local contexts, the abuse of minors or unpunished sexual transactions, the cholera epidemic, etc. Women's organizations and feminist Haitian organizations have had to deal with these new obstacles, which have been weighing heavily on social, political, and economic dynamics in Haiti: the disorganized intervention of such a great number of foreigners in the field of equality has indeed reshaped the political landscape of women's rights. And Haitian women have too often been described by the Western press as victims of unbridled Haitian men (Côté, 2014; Corbet, 2010). Besides its fallacious nature, this image has allowed to obscure and stop the expansion of awareness, prevention, and support campaigns by women's groups and the Haitian feminist movement (Fortin, 2015). Humanitarian aid workers have thus positioned themselves as the white saviors of helpless Haitian women (Bex and Craps, 2016), a neocolonial perception par excellence.

Social and feminist movements in Haiti are still being rebuilt after this humanitarian influx. The gender regime in Haiti been transformed by these events, and this has impacted public and civil society interventions with women. How have these movements fared eight years after the earthquake and two years after Hurricane Matthew? Articles on the impact of the inclusion, exclusion, and instrumentalization of Haitian women's organizations by foreign organizations in the reconstruction process (Magloire and Joachim, 2011) are also welcome, on how women's and feminist organizations still need to fight for the recognition of their views, recognition of their professional knowledge, and of their interventions. Nationally recognized Haitian women's organizations still lack funding, and are they scarcely acknowledged by international actors. Have public policies and international cooperation been adapted accordingly?

3. The Situation of Women and their Rights in Haiti and the Caribbean

In spite of these many economic, sanitary, and social structural vulnerabilities, there have been several breakthroughs for women's rights in the past few years. The earthquake has crystallized the process of structural changes, and this special issue will not eschew bringing to light

preexisting or subsequent dynamics; on the contrary, this special issue calls for papers which explain the current dynamics.

Let us briefly remind the reader of the passing of the law on paternity, maternity, and filiation (2014), the constitutional principle of a 30% quota of women in public life (2013), and the adoption of a policy promoting gender equality. This special issue welcomes analyses and research concerning these breakthroughs and any other relevant aspects related to women. It welcomes analyses on the general or specific situation of Haitian and Caribbean women from the perspective of various scientific fields : matrifocality, the role of families with respect to food and social safety, access to healthcare, income-generating work, domesticity, subcontracting industries, and life expectancy.

Framework / Participation in n°239 (2019–3) of the Journal

This issue will favor an interdisciplinary, multi-angled approach. Authors from all social and human sciences may submit papers, including but not limited to : sociology, demography, history, geography, political science, economics, anthropology, etc.

Authors should explore these themes based on an understanding of international, national, and local trajectories. The contextualization of empirical studies and original corpuses and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected.

The articles (40,000 characters, excluding abstract and references) in French, English, or Spanish may tackle some of the questions or themes mentioned, and may do so through specific case studies. The articles proposed must be original works. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they are adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the guidelines for authors on the blog for the publications of the IEDES).

Proposals in French, English, or Spanish must comprise approximately 4,000 characters (with spaces), 500 words or one page.

These proposals must include:

- a title of 70 characters (with the possibility of adding a subtitle),
- an abstract detailing research question, theoretical framework, fieldwork, and main results,
- bibliographical references (not included in the character count).

Each proposal must also include the authors' first and last names, their status, their institutional affiliation, as well as the author's email address.

Publication Calendar

The article proposals must be submitted **on July 25th 2018** at the latest by email :

- To the editorial office: revdev@univ-paris1.fr
- To one of the editors of this issue :
 - Denyse Côté, denyse.cote@uqo.ca

– **The authors preselected** by the editors and the editorial committee will be notified **by July 27th 2018**.

– **The first draft**, following the journal's guidelines for authors, must be submitted to the two aforementioned email addresses before **October 5th 2018**.

– **The evaluation process** will take a few months – each article will be submitted anonymously to a external double blind peer review. **Publication**: n°239 (2019–3) is expected to be published at the **end of July 2019**.

Llamado a contribución

« Haití : sismo en el género »

Coordinación del Dossier

Revue internationale des études du développement

N°239 2019-3

- Denyse Côté, profesora titular de la Université du Québec en Outaouais, directora científica del ORÉGAND (Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes) (Canadá)
- Emily Wiseman, Escuela de Altos Estudios Internacionales y del Desarrollo (Suiza)
- Danièle Magloire, socióloga y militante feminista, autora y profesora en la Universidad Quisqueya (Haití)

Contextualización

En las sociedades del Norte, el imaginario sobre Haití se fija con frecuencia en la imagen de devastación económica, geográfica y humana vehiculada por los medios masivos de comunicación. Esta imagen no es del todo errónea. Sin embargo, la realidad haitiana no se reduce a esa pobreza, a esas infraestructuras subdesarrolladas, al sismo de incomparable amplitud y a esos huracanes devastadores. Pero esos fenómenos sirven de base para un discurso occidental cuyas resonancias son importantes en materia de intervención extranjera en el territorio haitiano.

Tras el sismo de 2010, los medios de comunicación occidentales teatralizaron el sufrimiento extremo, justificando la presencia de importantes contingentes humanitarios (Corbet, 2010) así como los fondos dedicados a esa ayuda (Ramachandran, 2012). Contribuyeron a reforzar el etnotipo según el cual la única nación negra del continente americano viviría en un estado permanente de violencia y conflicto, tanto como la idea que la reconstrucción representaría una ocasión ideal para implementar reformas profundas. Asimismo anclaron un estereotipo sexista sobre las mujeres haitianas : ellas serían víctimas impotentes necesitando ayuda y protección del Norte (Corbet, 2011). Todo lo contrario : luego del sismo, la solidaridad entre Haitianos fue efectiva y la mayoría de las víctimas socorridas por sus vecinos (Peck, 2013). De hecho, a pesar de todos los recursos concedidos, la ayuda humanitaria no pudo acabar con el subdesarrollo crónico del país. Inclusive lo profundizó en varios ámbitos (Côté, 2014).

Las percepciones deformadas en relación con Haití, que la reducen a un estereotipo, desconocen los abundantes análisis producidos por investigadoras haitianas, organizaciones internacionales (OI) y organizaciones no gubernamentales internacionales (ONGI). Al respecto, textos sobre la epistemología de la injusticia (Fricker, 2007) y la epistemología de la ignorancia (Alcoff, 2017; Mills, 2007) esclarecen los mecanismos de relegamiento del discurso haitiano por parte de los Occidentales, los procesos de estructuración de la visión occidental sobre Haiti y de obliteración de los saberes haitianos, al igual de los procesos de acceso privilegiado a posiciones de autoridad epistémica, política y económica (Alcoff, 2017) de la *comunidad internacional* que interviene en Haití.

Este número temático busca destacar los conocimientos científicos que contrarrestar esos discursos estereotipados sobre los derechos de las mujeres haitianas y carabeñas. Marcadas durante siglos por los intereses geoestratégicos y económicos de las potencias mundiales, las mujeres haitianas siguen siendo objeto de relatos profundamente andocéntricos. Siempre activas, han sido relegadas al silencio o reducidas al estereotipo

del *potomitán*¹. Sin embargo, una generación emergente de investigadoras están reconceptualizando estas representaciones y relaciones sociales (Lamour, 2017). Así, se cuestionan estos presupuestos anclados en jerarquías sociales nacionales e internacionales, y se explora el acceso diferente de las mujeres haitianas a los recursos materiales y no materiales. Los análisis de las desigualdades y de las estrategias para erradicarlas son variadas. Algunos trabajos analizan los hechos sociales, culturales, económicos y políticos, las prácticas de intervención y las políticas públicas. Otros, la diversidad de experiencias y la intrincación multifactorial de las relaciones sociales de género. Así, las relaciones de dominación de raza, clase y género que sobrevivieron a la violencia fundadora de la esclavitud se reflejan en identidades criollas específicas, etiquetas, mecanismos jurídicos y políticos precisos que a su vez influyen en la naturaleza de las relaciones, las negociaciones identitarias y las categorías raciales y sexuales.

Ese número representa una ocasión de debatir diferentes realidades de las mujeres haitianas a través de nuevas posturas epistémicas y políticas, cuestionando la mirada occidental sobre Haití. De tal manera, contribuirá al desarrollo de un pensamiento y de investigaciones esencialmente basadas en prácticas, experiencias, ideas y teorías producidas en el Caribe y con una sensibilidad particular para las lógicas de colonialidad. Se tratará de dar visibilidad a una literatura emergente en Haití y, más ampliamente, en las Antillas francófonas. Se trata asimismo de inscribir los cambios recientes en una historicidad estructural, ya que la situación posterior a 2010 también se explica por mutaciones en curso.

¹ La expresión criolla *potomitán* designa el apoyo familiar, generalmente por parte de la madre, representando el centro del hogar en torno al cual todo se organiza y todos buscan apoyo.

1. En sismo de 2010, los huracanes Matthew, Irma, María y sus secuelas

A lo largo de estos últimos años, los desastres naturales han tocado duramente al Caribe. Las mujeres fueron particularmente afectadas : una gran cantidad de infraestructuras y domicilios fueron dañados. Los desplazamientos internos y las penurias fueron importantes. Sin embargo, las repercusiones de esos fenómenos sobre las mujeres han sido objeto de muy pocos estudios. Y a pesar de algunas advertencias en este sentido, las reconstrucciones físicas, económicas y políticas se llevaron a cabo sin tomar en cuenta sus necesidades, su bienestar o sus derechos. Ahora bien, desde el tsunami de 2004 (en el Océano Índico) los gobiernos, las OI y las ONGI sabían que en situaciones de desastre natural la tasa de mortalidad de las mujeres era más elevado que la de los hombres, que esa brecha se profundizaba con la amplitud del desastre (Neumayer et Plumper, 2007) y que las discriminaciones sociales y económicas de género se multiplicaban (ONU, 2009; Enarson, 1998).

Además, el *empowerment* de las mujeres se sitúa en las prioridades de las intervenciones de las OI, de las ONGI, de las instituciones internacionales y de los gobiernos nacionales. Las fuerzas multinacionales así como los contingentes de trabajadores humanitarios que llegaron después del sismo de 2010 ya habían integrado la perspectiva de género². Sin embargo, aplicaron una lógica occidental del *empowerment* y de la perspectiva de género, inadaptada a la realidad del terreno y abocada a reconstruir mejor, a identificar a las poblaciones en riesgo y vulnerables, a darle prioridad a algunos beneficiarios para la distribución de la

² La perspectiva de género tiene por objetivo promover la igualdad de hombres y mujeres tomando en cuenta, al interior de las políticas públicas, diferencias y jerarquizaciones socialmente construidas.

ayuda directa. Tal lógica se substituyó a las prioridades nacionales en materia de igualdad y de derechos de las mujeres.

Este número temático se interesa a las secuelas dejadas por esta situación (Dandoy, 2017), a las experiencias de las mujeres haitianas y caribeñas ante los desastres (sea en materia de actividades generadoras de ingresos, de relocalizaciones, de embarazos no deseados, de salud materno-infantil, de distribución y ayuda alimentaria, de violencia doméstica y sexual, en definitiva, de todos los aspectos de sus vidas). Propuestas de artículos sobre discriminaciones y luchas anti-discriminatorias, sobre la postura paradójica de las mujeres frente a los procesos de reconstrucción, sobre los imaginarios hegemónicos de feminidades y masculinidades legitimando políticas continentales, extranjeras e internacionales aplicándose en los territorios caribeños (Tiessen et Baranyi, 2017) ?

2. Movimiento de mujeres, movimiento feminista y derechos de las mujeres

Como ejemplo, en el campo de las violencias de género, los protocolos de intervención elaborados por el movimiento feminista haitiano, que dieron resultados, fueron dejados de lado por los actores humanitarios que favorecieron protocolos originarios de sus propios países. Se trata de un ejemplo de problemas de tipo iatrogénicos generados por las fuerzas de intervención, las OI y las ONGI (McCall, 2010; Illich, 1968), así como fueron el aumento del costo de la vida, la difícil gestión de extranjeros numerosos y provenientes de orígenes diversos y poco familiarizados con las realidades locales, el abuso de menores o las transacciones sexuales siguiendo impunes, la epidemia del cólera, etc. Las organizaciones de mujeres y feministas haitianas debieron componer con estos nuevos obstáculos afectando profundamente sus dinámicas sociales, políticas y económicas : la

intervención desordenada de un gran número de extranjeros en el campo de la igualdad reorganizó profundamente el escenario político. Demasiadas veces, las mujeres haitianas fueron representadas por los medios occidentales como víctimas de machos haitianos desenfrenados (Côté, 2014; Corbet, 2010). Además de falaz, esta imagen ocultó el trabajo de sensibilización, de prevención y de apoyo realizado por grupos de mujeres y por el movimiento feminista haitianos, frenando su desarrollo (Fortin, 2015). Y los contingentes de trabajadores humanitarios se adjudicaron el papel de *salvadores blancos* de mujeres haitianas indefensas (Bex et Craps, 2016), percepción neocolonial por excelencia.

Los movimientos sociales y el movimiento feminista haitianos se encuentran todavía en proceso de reconstrucción tras la afluencia humanitaria. Se ha modificado el régimen de género con estos episodios. Se solicitan artículos sobre su impacto actual en el trabajo de intervención de los actores públicos y la sociedad civil haitiana, ocho años después del terremoto y dos después del huracán Matthew. Se solicitan también artículos sobre el impacto de la inclusión, exclusión e instrumentalización de organizaciones de mujeres haitianas por parte de las fuerzas extranjeras en los procesos de reconstrucción (Magloire et Joachim, 2011). Las organizaciones de mujeres y las organizaciones feministas deben todavía luchar por el reconocimiento de sus discursos, saberes e intervenciones. Las luchas y el pensamiento de las mujeres haitianas sobre sus derechos y su ciudadanía no se reducen solamente a necesidades básicas a las cuales responden una acción extranjera. ¿Por qué las organizaciones haitianas de mujeres, aunque reconocidas a nivel nacional, siguen padeciendo la falta de medios y la falta de reconocimiento por parte de los actores internacionales? ¿Como las políticas públicas y la cooperación internacional han adaptado sus intervenciones en base a estos hechos?

3. Perspectives sobre la situación y los derechos de las mujeres en Haití y en el Caribe

A pesar de estas numerosas vulnerabilidades estructurales económicas, sanitarias y sociales, en los últimos años, se han presentado varios avances en materia de derechos de las mujeres. El sismo fue un momento de cristalización de procesos de cambios estructurales y el presente dossier se abre a propuestas que aclaren las dinámicas preexistentes o subsecuentes. De hecho, requiere artículos que expliquen las dinámicas actuales.

Recordemos con ese fin la adopción en Haití de la Ley sobre la paternidad, maternidad y filiación (2014), la inclusión del principio constitucional de un cupo de 30% de mujeres en la vida pública (2013) y la adopción de una política de igualdad entre mujeres y hombres (2015). Este dossier temático tomará en consideración análisis y reseñas de investigaciones ligados a avances y a todos los aspectos que resulten pertinentes en relación con la situación de las mujeres. Se acogerán análisis sobre la situación general o específica de las mujeres haitianas y caribeñas ancladas en disciplinas diversas. La matrifocalidad, el papel de las familias en materia de seguridad alimentaria y social, el acceso a los servicios de salud, a actividades generadoras de ingresos, la domesticidad, la industria de subcontratación, la esperanza de vida son también temas que podrán ser objeto de propuestas de artículos.

Marco/ Participación al Dossier del n°239 (2019–3) de la revista

Este Dossier busca privilegiar una perspectiva interdisciplinaria, en diversos puntos de vista y perspectivas. Se invita a autoras y autores de todas las ciencias sociales, incluyendo aunque sin restringirse a : sociología, demografía, historia, geografía, ciencia política, economía o antropología.

Se invita a autoras y autores a explorar la question partiendo de una lectura de las trayectorias internacionales, nacionales y locales. La contextualización de estudios empíricos, provenientes de corpus originales, el encuentro entre una perspectiva teórica sólida y un trabajo de campo, son particularmente apreciados.

Los artículos (de 40 000 caracteres sin contar resumen y bibliografía), en francés, inglés o español, podrán abordar directamente algunos de los ejes y temáticas mencionados, o llegar a ellos mediante estudios de casos específicos. Los artículos propuestos deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objeto de comunicaciones en coloquios (con actas), adaptándolos al formato exigido por la *Revue internationale des études du développement* (ver las normas de publicación en esta [página](#)).

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta debe incluir :

- Un título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregarle un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado, sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de caracteres autorizados)

Cada propuesta debe asimismo incluir los nombres y apellidos de las y los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

Calendario de producción

Las propuestas de contribuciones deben enviarse el 25 de julio 2018 a más tardar a las direcciones siguientes :

- Redacción de la revista: revdev@univ-paris1.fr
- Una de las co-responsables del Dossier :
 - Denyse Côté, denyse.cote@uqo.ca

– **Las o los autores preseleccionados** por los coordinadores y el comité de redacción de la revista recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista **el 27 de julio 2018**.

– **Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad con las normas de publicación de la revista, deberán ser enviadas por las y los autores a las dos direcciones de correo citadas, antes del **5 de octubre 2018**.

– El **proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo, anonimizado, será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por expertos externos a la revista y el lanzamiento del número 239 2019–3 está previsto para **fin de julio 2019**.